

a) faire tout ce qui est possible pour que cette visite constitue un événement mémorable et

b) faire en sorte qu'un indicateur approprié soit placé à la jonction de l'ancienne route et de la nouvelle, à l'ouest d'Innisfail, pour diriger les visiteurs et les touristes vers ce lieu historique canadien spécial?

**L'hon. W. G. Dinsdale (ministre du Nord canadien et des Ressources nationales):** Monsieur l'Orateur, je suis heureux d'apprendre que le président de l'Islande, au cours de sa prochaine visite au Canada, se rendra en ce lieu historique à Markerville. Je puis affirmer à l'honorable député que nous ferons en sorte que des fonctionnaires visitent ce lieu afin de s'assurer qu'il est dans le meilleur état possible. Pour ce qui est de cet indicateur à placer à la jonction des routes, c'est là une question qui relève des autorités routières de la province. Je me ferai un plaisir de communiquer avec les autorités provinciales à ce propos. Vu les aspects internationaux de cette visite, je me tiendrai également en contact avec mon collègue, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

### LE COMMERCE

#### INTERPELLATION À PROPOS DE LA CONFÉRENCE DES DIRIGEANTS ÉCONOMIQUES DU COMMONWEALTH

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Hazen Argue (Assiniboia):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. Vu que le Marché commun touchera le Canada sous bien des aspects importants et vu qu'on manifeste un si grand intérêt envers l'attitude de la Grande-Bretagne à l'égard du Marché commun, je me demande si le ministre pourrait nous renseigner sur la conférence prochaine des dirigeants économiques du Commonwealth et nous dire si l'attitude du Canada a changé à l'égard du Marché commun.

**L'hon. Donald M. Fleming (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, le gouvernement canadien maintient toujours l'attitude tout à fait appropriée qu'il a prise dès le début à propos de cette affaire.

La réunion des hauts fonctionnaires qui aura lieu sous peu est la réunion annuelle où sont discutées toutes les questions qui intéressent les pays du Commonwealth en matière d'économie et d'échanges.

### LES AFFAIRES INDIENNES

#### SARNIA (ONT.)—ABANDON PRÉVU DES DROITS DE LA COURONNE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Walter Pitman (Peterborough):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au

ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration ou, en l'absence du ministre, à son secrétaire parlementaire. Le secrétaire parlementaire peut-il corroborer une nouvelle émanant du chef Telford Adams, d'après qui la Direction des affaires indiennes est en train de préparer un décret du conseil qui enlèverait à la Couronne tout autre droit sur les terres de la réserve indienne de Sarnia?

**M. John Charlton (secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration):** Monsieur l'Orateur, je tiendrai la question pour un préavis et fournirai plus tard la réponse.

### L'AGRICULTURE

#### SUFFIELD (ALBERTA)—ON DEMANDE QUE DES PÂTURAGES APPARTENANT À LA COURONNE SOIENT RENDUS DISPONIBLES

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. E. W. Brunsten (Medicine-Hat):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre de la Défense nationale. Le ministre voudrait-il dire à la Chambre et, partant, aux cultivateurs et éleveurs du Sud-Est de l'Alberta, s'il va mettre à leur disposition, cette année, où l'humidité est au-dessous de la normale dans ma région, une partie des pâturages donnant accès aux réserves d'eau et qui sont occupés maintenant par la station de recherches pour la défense à Suffield? De même, si l'on décide de permettre l'accès aux terres de pacage de la Couronne qui sont situées à proximité des réserves d'eau, le ministre est-il prêt à assurer aux intéressés que les petits cultivateurs et éleveurs pourront pleinement profiter de ce pâturage collectif?

**L'hon. D. S. Harkness (ministre de la Défense nationale):** Monsieur l'Orateur, en raison de la pénurie de pâturage et d'eau dans le Sud-Est de l'Alberta cette année, le Conseil de recherches pour la défense a examiné les travaux qu'accomplit la station de Suffield en vue de permettre l'accès à certains pâturages cette année.

Nous avons donc décidé de mettre à la disposition des cultivateurs et éleveurs environ 150,000 acres aux environs du bras sud de la rivière Saskatchewan. Nous avons aussi décidé que la façon de procéder la plus équitable serait de confier cette tâche au service des pâturages collectifs de l'organisme chargé d'exécuter la loi sur le rétablissement agricole des Prairies. Les fonctionnaires de ce service et ceux du Conseil de recherches pour la défense sont en pourparlers en ce moment pour arrêter les détails de cette affaire.